

# Cadre juridique des changements climatiques de la RDC

**NTIRUMENYERWA MIHIGO BLAISE-PASCAL**

PROFESSEUR ASSOCIÉ, FACULTÉ DE DROIT, UNIKIN  
CHERCHEUR PRINCIPAL, PROJETS CIFOR/UNIKIN;  
FOREQUAL



# Charpente de la présentation

- ▶ Itinéraire du cadre juridique des changements climatiques
- ▶ Potentiel du cadre juridique des changements climatiques en lien avec l'efficacité et l'équité
- ▶ Appel pour une réflexion en faveur de la lutte contre les CC et la réduction de la déforestation

# Itinéraire du cadre juridique

## ► Période coloniale

-1949: Décret du 11 avril 1949 sur le régime forestier

-1952 : Décret sur l'urbanisme

## ➤ Période post-coloniale

-1969: Ordonnance sur la conservation de la nature

-1975: Création du Ministère de l'environnement ( 3 ans après le premier Sommet de la Terre à Stockholm)

-1992 : Adoption de la CCNUCC, le 09 mai 1992 ( ratifiée par la RDC le 09 Janvier 1995)

-1997: Protocole de Kyoto (ratifié par la RDC le 23 Mars 2005, Mise en œuvre des projets sur le MDP, 2 enregistrés)

-2002 : Code forestier

-2003: Convention de Maputo ( non ratifiée)

-2005: Traité de la COMIFAC ( Plan de Convergence 2015-2025)

-2008: Désignation de l'autorité désignée du MDP

# Itinéraire du cadre juridique

## ► 2009:

- Décret sur la création, l'organisation et le fonctionnement du Fonds Forestier National (MDP, SE, REDD+, crédits carbone)
- Décret sur le comité de pilotage de la REDD+

## ➤ 2011 :

- Constitution de 2006 ( modifié en 2011)
- Loi sur les principes fondamentaux de protection de l'environnement
- Loi sur les principes fondamentaux de l'agriculture

## ► 2012:

- Stratégie Cadre National de la REDD+ en RDC
- Arrêté Ministériel fixant la procédure d'homologation des projets REDD+ ( deuxième au monde après Indonésie, premier en Afrique et dans le Bassin du Congo)

## ➤ 2013: Agenda 2063 de l'Union Africaine

# Itinéraire du cadre juridique

- ▶ 2014 : Loi sur la conservation de la nature
- ▶ 2015: Plan d'Investissement sur la REDD+, Agenda 2030 des Nations Unies (ODD 13), Accord de Paris
- ▶ 2016 : Première lettre d'intention signée entre CAFI et RDC, Stratégie nationale pour la foresterie communautaire, Stratégie et plans d'actions nationaux de la biodiversité ( 2016-2020), actuellement la COP.15 ( Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020)
- ▶ 2017: Première CDN de la RDC
- ▶ 2018 : Arrêté Ministériel fixant la procédure d'homologation des investissements REDD+
- ▶ 2019: Plan National Stratégique pour le Développement 2019-2023
- ▶ 2021: Deuxième CDN de la RDC; Deuxième lettre d'intention entre CAFI et RDC, Pacte de Glasgow pour le Climat
- ▶ 2022 : Plan de partage des bénéfices, Plan National d'Adaptation, Loi sur la promotion et la protection des PI pygmées, Plan d'implémentation du Charm el-Cheikh



# Potentiel du cadre juridique des CC en lien avec l'efficacité et l'équité



**L'optimisation juridique du paiement pour services environnementaux en faveur de la préservation des services environnementaux dans le Bassin du Congo: le cas du Cameroun et de la République Démocratique du Congo**

**Blaise-Pascal Ntirumenyerwa Mihigo**

Dissertation présentée et défendue publiquement en vue de l'obtention du titre de Docteur en droit

Faculté de Droit

Département de Droit Européen, Public et International

Promotrice: Prof. Dr. An Cliquet

Membres du Comité de Guidance :

Prof. Dr. em. Eduard Somers, Prof. Dr. Luc Lavrysen et Prof. Dr. Charles-Hubert Born

Année académique 2015-2016



## **Faire progresser la REDD**

Enjeux, options et répercussions



Editeur : Arild Angelsen

# Potentiel du cadre juridique des CC en lien avec l'efficacité et l'équité

- ▶ **Efficacité** : atteinte des objectifs environnementaux ( réduction des émissions GES dues à la déforestation, la dégradation forestière; la conservation et la gestion durable et l'augmentation des stocks de carbone forestier, ..)
- ▶ **Équité** : participation juste et équitable des parties prenantes ( accès à la mise en œuvre des projets de lutte contre les CC, partage juste et équitable des bénéfices issus de ces projets, reconnaissance juste des droits en cas de conflits, la participation la conception et la mise en œuvre des politiques, des lois et réglementations sur le CC)

Arrêté ministériel n°004/CAB/MIN/ECN-T /012 du 15 février 2012  
fixant la procédure d'homologation des projets REDD+

### Efficacité

- **Additionnalité:** absence du lien entre réduction des émissions de gaz à effet de serre et additionnalité en SE
- **Minimisation des fuites :** Article 9, Annexe II
  - « *En tant que porteur de projet de projet REDD+, je m'engage solennellement à : (...) Minimiser les effets néfastes sur les services rendus par les écosystèmes non forestiers et la biodiversité en prenant des mesures concrètes qui soient compatibles avec la préservation de la diversité biologique et qui visent à réduire les déplacements d'émissions* ».
- **MRV:** Article 16 de l'Annexe IV
- **Durée:** Article 3 de l'Annexe IV

### Equité

- **Porteur du projet :** Non reconnaissance des Communautés Locales (CL) et des personnes de nationalité étrangère
  - CL n'est que partie prenante ou signataire des conventions spécifiques avec le promoteur de projet ( Article 3, Article 1 de l'Annexe IV), pas promoteur de projet
- **Partage des bénéfices**
- **Gestion des conflits**

Potentiel du  
cadre juridique  
des CC en lien  
avec l'efficacité  
et l'équité



Arrêté ministériel n° 047/CAB/MIN/EDD/AAN/MML/05/2018 fixant la procédure d'homologation des investissements REDD+ en République démocratique du Congo du 09 Mars 2018

## Efficacité

- **Additionnalité:** absence du lien entre les émissions GHG et additionnalité en SE
- **Durée du projet:** Pas précis, le promoteur du projet détermine la durée.
- **Minimisation des fuites:** Référence assez vague dans le contexte des préjudices éventuels, article 2.26
- **MRV:** aucune référence directe

Recul par rapport à l'arrêté de 2012 plus précis MRV, Minimisation des fuites, Durée du projet

## Equité

- **Profil du porteur du projet:** Reconnaissance des CL et des personnes de nationalité étrangère
- **Plan de partage des bénéfices**
- **Gestion des conflits:** Pas de renvoi aux dispositions du Code forestier ou du Code de procédure pénale
- **Manuel I** correspond à l'arrêté de 2012 et non à celui de 2018

Avancée par rapport à l'arrêté de 2012 dans une certaine mesure avec la reconnaissance des CL et des personnes étrangères comme porteurs de projet

Potentiel du cadre juridique sur le CC en lien avec l'efficacité et l'équité

# Potentiel du cadre juridique des CC en lien avec l'efficacité et l'équité (au-delà)

- ▶ Non application des lois : 18 ans de non respect du Code forestier par les sociétés forestières industrielles (rapport IGF sur la revue juridique des concessions forestières en RDC, 2022).
- ▶ Ajuster/adopter des cadres juridiques en lien avec la REDD+, [sur l'environnement](#), la conservation de la nature et autres secteurs liés au CC
- ▶ Absence d'une loi dédiée spécialement aux changements climatiques, aux ODD, aux tourbières ( réformes)
- ▶ Faible gouvernance, guerres dans certaines parties de la RDC, le braconnage, l'extraction des ressources forestières et naturelles, le commerce illégal du bois, les personnes déplacées, risque environnementaux ( exploitation du pétrole et gaz), assassinat des écogardes, corruption, etc...

1

L'institution de la taxe  
Carbone

2

La création de l'Autorité de Ré-  
gulation du Marché de Carbone

3

Lancement des études en vue de l'éla-  
boration de la politique nationale sur le  
changement climatique et l'adoption  
cadre légal y relatif

4

La tenue des états généraux de la forêt  
de la RDC et de la poursuite de l'opéra-  
tionnalisation du Conseil consultatif  
national des forêts

5

L'élaboration d'une politique fo-

6

La re-visitation des concessions  
forestières octroyées à ce jour

7

L'institution d'une commission char-  
gée d'examiner la situation des bois  
rouges abandonnés et/ou stockés  
dans l'ex-province du Katanga

8

La levée du moratoire en cours en ma-  
tière d'octroi des titres d'exploitation  
forestière

9

La prise d'un arrêté interministériel  
portant suspension de l'exportation de  
toutes essences de bois d'oeuvre en  
République Démocratique du Congo

10

La conciliation des données statisti-  
ques entre les services qui intervien-

# Potentiel du cadre juridique des CC en lien avec l'efficacité et l'équité (retour)

- ▶ 10 mesures du gouvernement pour améliorer le secteur forestier ( Conseil des Ministres du 09 Juillet 2022)
- ▶ Projet de loi modifiant et complétant la loi sur l'environnement ( en discussion)
- ▶ Incorporation et définition de plusieurs concepts en lien avec le CC: taxe carbone, crédits carbone, adaptation, atténuation, CC, CDN, financement climatique, émissions, etc
- ▶ Référence directe à la CCNUCC et l'Accord de Paris
- ▶ Conseil national de l'environnement supervise la mise en œuvre des plans d'atténuation et d'adaptation



# Potentiel du cadre juridique des CC en lien avec l'efficacité et l'équité (retour)

- ▶ État, provinces et entité territoriale prennent des mesures en vue de la réduction des GES, d'adaptation appropriées au CC et de contrôle des substances appauvrissant la couche d'ozone
- ▶ État protège le peuple congolais des conséquences dommageables du CC en adoptant des lois, politiques, plans, programmes et stratégies en vue de l'adaptation et l'atténuation au CC et la mise en œuvre du CDN
- ▶ État garantit le droit à une éducation climatique pour tous....créé et favorise les conditions propices pour encourager les activités de recherche et d'acquisition des nouvelles technologies en lien avec le CC.... encourage en particulier les capacités nationales de recherche scientifique en vue de la mise au point de solutions domestiques appropriées contre les CC
- ▶ Lien entre réduction de la pauvreté, conservation de la biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau , et lutte contre les CC
- ▶ Autorité de Régulation du Marché Carbone en RDC (organiser le marché de carbone sur le territoire national, promouvoir la participation des acteurs publics et privés secteurs publics et privés ainsi que des communautés locales dans les activités d'achat, de vente, et de revente des crédits carbone dans les conditions fixées par la Loi)



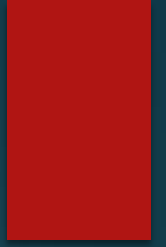


**Appel/  
Call**

# Appel/Call

- ▶ Research : Data on drivers of deforestation and forest degradation, analysis of the impact of effects of the mitigation efforts, [linking science and politics \(SPI\)](#)
- ▶ Capacity-building and organisational challenges
- ▶ Funding: Insufficient, great dependence on international partners, less diversity of donors (mainly CAFI)
- ▶ Law and policies : implementation, enriching ( climate change, ODD, peatlands), expected several reforms ( all identified pillars : land use planning, land tenure, etc..)
- ▶ Economic and social aspects : very important, DRC is listed among the poorest country in the world
- ▶ Participation, appropriation and Perception : climate action is seen as a foreign business, almost all project developers are foreigners, green colonization, encouraging potential actors of change

# Appel/Call



- Enforcing the existing legal and policy framework related to forest and climate
- Filling the legal and policy gaps related to SDGs 13 (peatland, climate change, ODD)
- Ratification of the Maputo Convention
- Appropriation, inclusive and effective participation, less dependent coordination and sufficient capacity and finance, considering the risks due to war, political instability, future projects that can impact forests and environment
- Empowering potential actors of change (civil society, scientists, private sector)

# Appel/Call



**UNIVERSITÉ DE KINSHASA  
FACULTÉ DE DROIT**

Département de droit international public  
& Relations internationales (DIPRI)

**CENTRE D'ÉTUDES EN  
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS  
INTERNATIONAUX  
EN AFRIQUE**



## **Appel à contributions**

**Changements climatiques et développement durable en Afrique.  
Clin d'œil sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030**

*Sous la direction de*  
Ivon Mingashang & Blaise-Pascal Ntirumenyerwa Mihigo

### **I. Contexte et justification de l'ouvrage**

Les préoccupations portant sur les changements climatiques et le développement durable investissent les politiques internationales, régionales et nationales depuis lors. La dégradation de l'environnement naturel consécutive au phénomène des pollutions ainsi que les conséquences qui en découlent, en particulier du point de vue de la santé humaine et des équilibres écosystémiques, sont à l'origine d'un mouvement d'éveil de conscience de grande ampleur au sein l'opinion publique tant interne qu'internationale, très spécialement au lendemain de la guerre du Vietnam.









Contact: [blaisepascalmihiho@gmail.com](mailto:blaisepascalmihiho@gmail.com)



VolkswagenStiftung





